

En bleu : Données du CEA**En rose : Données du titulaire**

PCS n°:

Marché / Accord n°:

Objet de la prestation : Accueil du Service archives (bât. 11, Fontenay-aux-Roses)

Durée prévisionnelle du marché (ferme et optionnelle) : 3 ans + 1 an (option) + 1 an (option)

Date de début de marché : 01/09/2025

Emetteur : Services archives (SG/DSI/SA)

Indice	Date de l'indice	Objet
0	07/05/2025	Edition initiale
1	Entrez une date	
2	Entrez une date	
3	Entrez une date	
4	Entrez une date	
5	Entrez une date	

Plans contractuels de sécurité liés au présent plan contractuel de sécurité :

Cotraitance :

Société :

Réf :

Date :

Entrez une date

Sous-traitance :

Société :

Réf :

Date :

Entrez une date

SENSIBILITE ET LIEUX D'EXECUTION DE LA PRESTATION

Niveau de protection/classification du marché : <input checked="" type="checkbox"/> Sensible <input type="checkbox"/> Secret <input type="checkbox"/> Très secret	Marché avec accès à des ISC (sans détention) : <input type="checkbox"/> OUI <input checked="" type="checkbox"/> NON	Marché avec détention d'ISC : <input type="checkbox"/> OUI <input checked="" type="checkbox"/> NON	Niveau de détention : <input type="checkbox"/> SECRET <input type="checkbox"/> TRES SECRET	<input type="checkbox"/> Spécial France Le Titulaire doit être une société de nationalité française. Le Titulaire s'engage, pour toute la durée du marché, à n'affecter aux prestations concernées que du personnel de nationalité française dans les conditions définies ci-après. MDS <input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON
--	---	--	--	---

Nom de l'entreprise titulaire :

Numéro RCS :

Nom du dirigeant :

Nom et courriel de l'officier de sécurité :
si le marché est classifié

Groupement Momentané d'Entreprises (GME) ☐ Oui ☐ Non

Nom du Mandataire :

Nom du/des Cotraitant(s) :

Sous-traitants : ☐ Oui (avec l'accord préalable du CEA) ☒ Non
(Préciser le périmètre) :

Accès au système d'information du CEA : ☒ Oui ☐ Non

Sensibilité maximum des documents ou objets consultables sur le site du CEA : DR

Sensibilité maximum des documents ou objets transmis par le CEA : DO

Sensibilité maximum des documents ou objets livrés par le Titulaire au CEA : DO

Prestations sur site CEA : ☐ Non ☐ Oui (partiellement) ☒ Oui (totalement)

Conditions particulières d'exécution :

Prestation	Réalisée par	Niveau de protection ou classification	Commentaires
Accueil des visiteurs et réception des appels téléphoniques		DO	
Secrétariat et tâches administratives		DR	
		Choisissez	
		Choisissez	
		Choisissez	
		Choisissez	
		Choisissez	

IDENTIFICATION ET HABILITATION DES ENTREPRISES

Indiquer dans l'ordre : le Titulaire, puis les sous-traitants désignés et le cas échéant en cas de GME le(s) cotraitant(s) et les sous-traitants désignés.

Le Titulaire indique les références de l'habilitation déjà obtenue ou de la demande en cours.

SOCIETE	Niveau d'habilitation	Date de péremption de la référence concernant la décision d'habilitation
	Choisissez	Entrez une date
	Choisissez	Entrez une date
	Choisissez	Entrez une date
	Choisissez	Entrez une date
	Choisissez	Entrez une date

En cas de GME :

SOCIETE	Niveau d'habilitation	Date de péremption de la référence concernant la décision d'habilitation
COTRAITANT 1	Choisissez	Entrez une date
COTRAITANT 2	Choisissez	Entrez une date
COTRAITANT 3	Choisissez	Entrez une date
SOUS-TRAITANT 1	Choisissez	Entrez une date
SOUS-TRAITANT 2	Choisissez	Entrez une date

Cahier des Prescriptions de Protection du Secret (CPPS)

OBJET ET PRESENTATION DES TRAVAUX PROTEGES

Le plan contractuel de Sécurité (PCS) a pour but de préciser au Titulaire du marché les mesures qu'il lui appartient de mettre en œuvre pour assurer la protection des informations ou supports classifiés qu'il aura à connaître et / ou à détenir au titre du marché du CEA.

Les niveaux de classification prescrits ci-après s'appliquent aux éléments à élaborer (documents) ou à développer (matériels, logiciels...).

Le fait qu'une information ne porte pas de mention de classification ne signifie pas que sa diffusion publique soit automatiquement autorisée. Les niveaux de classification retenus ne peuvent être modifiés qu'avec l'accord du CEA (autorité contractante).

Protection des locaux

Lorsque que le marché est classifié sans détention, le Titulaire ne détient pas dans ses locaux d'information classifiée.

En revanche, lorsque que le marché est classifié avec détention, le Titulaire est tenu de mettre en œuvre dans ses locaux des mesures de protection physique spécifiques. Le CEA vérifie la protection physique des locaux avant toute exécution de la prestation nécessitant la détention des Informations ou supports classifiés et l'avis d'« aptitude physique des locaux à détenir des Informations ou supports classifiés » délivrée par le service enquêteur.

Synthèse des prestations classifiées ou sensibles :

Les outils de travail sensibles que le CEA mettra à disposition du titulaire en poste sont :

- L'accès à l'intranet du CEA : le titulaire a accès aux informations de l'intranet CEA, (organigrammes, annuaire téléphonique, activités du centre et de l'organisme), ainsi qu'à la messagerie électronique du CEA ; il dispose d'un compte informatique
- L'accès à l'ensemble des locaux du bâtiment et accès au site protégé : le titulaire a la possibilité, grâce à son badge, d'accéder aux zones non publiques du bâtiment (Hors Zone Réservée). De plus, il a la possibilité de demander l'ouverture de secours donnant accès à la zone protégée du CEA Fontenay-aux-Roses. Il est responsable de l'ouverture du portail principal du Service archives sans surveillance du personnel CEA.
- L'accès à l'ensemble des clés des locaux du site : le titulaire a accès aux clés des locaux non protégés et à celle de déverrouillage du boîtier permettant de réinitialiser le SAS donnant sur le centre.

Les travaux potentiellement sensibles que le CEA demandera au titulaire en poste sont :

- La numérisation de documents d'archives. Certains documents sont sensibles. La numérisation est exécutée sans surveillance du personnel CEA.

SYSTEME D'INFORMATION (INFORMATIQUE)

Les systèmes d'information utilisés pour élaborer, traiter, stocker, acheminer, présenter ou détruire des informations classifiées, ou sensibles devront répondre aux exigences de la réglementation et en particulier à :

- L'arrêté du 9 août 2021 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale ;
- L'instruction interministérielle n°901/SGDSN/ANSSI relative à la protection des systèmes d'information sensibles

A ce titre, le Titulaire s'engage à n'utiliser que les seuls systèmes d'information homologués et ayant donc fait l'objet d'un avis d'aptitude informatique, au niveau requis, réserves éventuelles levées.

L'homologation de sécurité atteste formellement que le système est protégé conformément aux objectifs de sécurité fixés et que les risques de sécurité résiduels sont acceptés et maîtrisés.

La décision d'homologation est obligatoire et est un préalable à la mise en service opérationnelle du système d'information. Elle est prononcée par une autorité dite d'homologation, désignée par l'autorité assurant la responsabilité SSI de l'organisme. L'homologation décrit le périmètre du système déclaré apte au traitement d'informations.

TRANSPORT, STOCKAGE D'INFORMATIONS, DE DOCUMENTS OU D'OBJETS

Le Titulaire du marché, ses personnels et éventuels sous-traitants prendront toutes les dispositions nécessaires pour la protection des informations, documents et objets pendant le transport ainsi que contre le vol et la malveillance. Les dispositions relatives à l'expédition, la réception et le transport devront répondre aux exigences de la réglementation et en particulier de l'arrêté du 9 août 2021 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale.

Il est strictement interdit de transmettre via Internet des documents de niveau Secret ou Très Secret, quelle qu'en soit la forme (y compris dans un conteneur chiffré).

Dans le cas particulier de documents de niveau Diffusion Restreinte, il est possible de les transmettre par Internet sous réserve que le système d'information du destinataire soit homologué *DIFFUSION RESTREINTE* (voir instruction interministérielle n° 901/SGDSN/ANSSI relative à la protection des systèmes d'information sensibles) et qu'ils soient transmis protégés par chiffrement. Le logiciel de chiffrement homologué par l'ANSSI, actuellement utilisé par le CEA, est la suite logicielle Zone Central de la société Prim'X.

ACCES AU SYSTEME D'INFORMATION DU CEA

Le Titulaire s'engage à respecter les règles sur la protection des systèmes d'information.

En particulier :

- L'accès du personnel du Titulaire au système d'information du CEA est soumis à l'accord préalable du CEA.
- Les exportations des données sur support amovible ou impression sur papier sont interdites sans autorisation du CEA.

Le CEA s'autorise le droit de consulter les données générées par le Titulaire sur son système d'information.

La sensibilité des données générées par le Titulaire doit être en cohérence avec le réseau utilisé.

PUBLICATION, COMMUNICATION, EXPOSITION, PUBLICITE

Toute publication, communication, exposition par le Titulaire du marché, d'informations ou de matériels classifiés ou non classifiés du CEA sera soumise à l'accord préalable du CEA. Aucune publicité ne sera faite sans l'accord préalable écrit du CEA.

ACHEVEMENT DES TRAVAUX

Sauf avis contraire précisé dans le présent plan contractuel de sécurité (fiche de clôture du plan contractuel de sécurité), le Titulaire s'engage à détruire tous les documents liés à la prestation.

SOUS-TRAITANCE : OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Si le CEA a autorisé le Titulaire d'un Marché classifié à recourir à la sous-traitance pour l'exécution de prestations classifiées, le plan contractuel de sécurité doit être rédigé ou mis à jour en conséquence et préciser :

- Le nom du ou des sous-traitants,
- Le niveau d'habilitation requis.

Par la suite, le Titulaire doit préparer un plan contractuel de sécurité avec chacun des sous- traitants concernés. Il y a donc autant de plans contractuels de sécurité que de sous-traitants déclarés dans le plan contractuel de sécurité entre le Titulaire et le CEA.

Ces plans contractuels de sécurité (des sous-traitants) doivent être établis en conformité avec le plan contractuel de sécurité du marché entre le Titulaire et le CEA, en les limitant au strict besoin des prestations sous-traitées. Ils comportent ainsi les mêmes rubriques que le plan contractuel de sécurité, mais limitées aux besoins des prestations sous-traitées. Ils sont visés par le CEA. La mise en place et le suivi des plans contractuels de sécurité des contrats de sous-traitance sont effectués par le Titulaire du marché avec le CEA sous le contrôle du CEA. Ainsi les prestations classifiées objet de la sous-traitance ne peuvent être engagées avant l'acceptation et la signature des plans contractuels de sécurité du sous-traitant par l'Officier de sécurité du CEA.

CONTROLES ET INSPECTIONS

Le CEA se réserve la possibilité de contrôler les mesures de protection mises en place par le Titulaire pour l'exécution du présent marché telles qu'elles sont décrites au chapitre « sensibilité et lieux d'exécution de la prestation ». A ce titre, il est autorisé, à tout moment et avec un préavis permettant d'établir les autorisations nécessaires, sans toutefois pouvoir excéder quinze (15) jours calendaires, à contrôler la bonne application de ces mesures par des visites et audits dans tout lieu d'exécution des prestations classifiées dudit marché.

**FICHE DE RENSEIGNEMENT DU TITULAIRE ou du MANDATAIRE
(en cas d'un GME)**

Société (Nom et SIRET) :

Adresse :

En cas de GME faire une fiche par cotraitant

SYSTEME D'INFORMATION DU CEA

Le Titulaire ☐ aura / ☐ n'aura pas accès au système d'information du CEA.

Système d'information du CEA	Réseaux utilisés pour la prestation par le Titulaire		Justification du besoin
	Non sensible	<input checked="" type="checkbox"/> Oui / <input type="checkbox"/> Non	
	DR	<input type="checkbox"/> Oui / <input checked="" type="checkbox"/> Non	

SYSTEME D'INFORMATION DU TITULAIRE

Le système d'information du Titulaire ne peut être utilisé que pour traiter d'informations non protégées : informations en diffusion libre i.e. documents ne portant ni marquage de classification ni mention DIFFUSION RESTREINTE.

**LISTE DES DOCUMENTS ET OBJETS DR, S OU TS
DETENUS PAR LE CEA ET MIS A LA DISPOSITION
DU TITULAIRE sur site CEA**

Documents ou objets	DR	SF	S	TS	Commentaires et/ou références
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

**Liste de documents et objets Secret ou Très Secret ou DR
Transmis au titulaire par le CEA
Pour le niveau Secret et Très Secret =
Marché avec détention d'Informations et Supports Classifiés**

Documents ou objets	DR	SF	S	TS	Commentaires et/ou références
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

Aptitude Physique des locaux du Titulaire

Dans le cadre d'un marché classifié avec détention d'information une aptitude physique des locaux dans lesquels des informations ou supports classifiés sont détenus doit être délivrée par les services enquêteurs.

ADRESSE ET LOCAUX (Identification précise)	
DECISION APTITUDE REFERENCE ET DATE	Entrez une date
DOSSIER DE DEMANDE D'APTITUDE (en cours) REFERENCE ET DATE	Entrez une date
NIVEAU D'HABILITATION demandée ou obtenue	Choisissez

LISTE DES DOCUMENTS ET OBJETS DR, S OU TS
LIVRES PAR LE TITULAIRE AU CEA

Documents ou objets	DR	SF	S	TS	Commentaires et/ou références
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

FICHE DE RENSEIGNEMENT PAR LE SOUS-TRAITANT

Société (Nom et SIRET) :

Adresse :

SYSTEME D'INFORMATION DU CEALe Sous-traitant du Titulaire ☒ aura / ☐ n'aura pas accès au système d'information du CEA.

Réseaux utilisés pour la prestation		Justification du besoin
Non Sensible	<input type="checkbox"/> Oui / <input type="checkbox"/> Non	
DR	<input type="checkbox"/> Oui / <input type="checkbox"/> Non	

SYSTEME D'INFORMATION DU SOUS-TRAITANT

Le système d'information du Titulaire ne peut être utilisé que pour traiter d'informations non protégées : informations en diffusion libre i.e. documents ne portant ni marquage de classification ni mention DIFFUSION RESTREINTE.

**LISTE DES DOCUMENTS ET OBJETS DR, S OU TS
DETENUS PAR LE CEA ET MIS A LA DISPOSITION
DU SOUS-TRAITANT sur site**

Documents ou objets	DR	SF	S	TS	Commentaires et/ou références
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

**LISTE DES DOCUMENTS ET OBJETS DR, S OU TS
LIVRES PAR LE SOUS-TRAITANT**

Documents ou objets	DR	SF	S	TS	Commentaires et / ou références

ENGAGEMENT

Le Titulaire du marché s'engage à mettre en œuvre les dispositions particulières de sécurité définies dans le présent plan contractuel de sécurité ainsi que les mesures de protection associées.

ENGAGEMENT DU TITULAIRE

Le Titulaire s'engage :

- A mettre en œuvre, dans ses établissements participants aux travaux protégés, les mesures de protection prescrites par le présent plan contractuel de sécurité ainsi que par l'instruction générale interministérielle n°1300 sur la protection du secret de la défense nationale, l'instruction interministérielle n°901/SGDSN/ANSSI relative à la protection des systèmes d'information sensibles fixant les dispositions applicables aux Titulaires de marchés passés par le CEA en matière de protection de l'information Diffusion Restreinte (DR) déclinaison en règles de sécurité informatique.
- A ce que les personnes qui ont besoin d'avoir accès à des informations classifiées dans le cadre de l'exécution du marché soient habilitées au niveau approprié.
- A ce que tous les salariés (Titulaire et sous-traitants) qui ont accès à des informations ou supports classifiés soient préalablement informés de leur responsabilité en matière de protection desdites informations en vertu des lois et règlements appropriés.
- A signaler au CEA toute infraction effective ou supposée aux lois et règlements afférents à la protection des informations classifiées relevant du plan contractuel de sécurité.
Une révision des mesures ou des niveaux de sensibilité définis dans le présent plan contractuel de sécurité pourra être effectuée sur ordre du CEA à son initiative ou sur proposition du Titulaire et après accord du CEA (autorité contractante).

CEA	Titulaire
Représentant de l'unité CEA M. xxx <i>(date et signature)</i>	
Officier de sécurité CEA Paris-Saclay Mme Lydie LEYVAL <i>(date et signature)</i>	Officier de sécurité du Titulaire M. xxx <i>(date et signature)</i>
Représentant du CEA M. le Directeur du Centre CEA Paris-Saclay M. Christian BAILLY <i>(date et signature)</i>	Le Titulaire du marché M. xxx <i>(date et signature)</i>
	Le représentant du/des cotraitant(s) M. xxx <i>(date et signature)</i>
	Officier de sécurité du/des cotraitant(s) M. xxx <i>(date et signature)</i>

Nota : Le présent plan contractuel de sécurité doit être signé par le Titulaire et envoyé au CEA avant tout début de prestation.

A sa signature, elle remplace la version précédente du plan contractuel de sécurité.

Dans le cas d'un GME, chaque membre du groupement devra signer son propre plan contractuel de sécurité.

Destinataires :

- Titulaire (mandataire et cotraitants en cas de GME)
- CEA (autorité Contractante) : signataire du marché/accord-cadre, et acheteur concerné par le marché/accord-cadre
- Officier de Sécurité du Titulaire du marché
- Officier de Sécurité du CEA

FICHE DE CLOTURE DU PLAN CONTRACTUEL DE SECURITE (FCPCS)

Cette fiche doit être pré-remplie lors de la rédaction du plan contractuel de sécurité, puis doit être renseignée par le Titulaire et signée puis transmise au CEA dans le délai d'un mois à compter de la fin d'exécution des prestations classifiées sous peine d'application des pénalités prévues au marché. Les parties 1 à 3 sont dument complétées par le CEA lors de l'établissement du plan contractuel de sécurité.

<u>En bleu : Données CEA</u>	<u>En rose : Données titulaire</u>		
Partie 1			
<u>AVEC</u> DETENTION D'INFORMATIONS OU SUPPORTS CLASSIFIES	<input type="checkbox"/> DR	<input type="checkbox"/> S	<input type="checkbox"/> TS
<u>AVEC</u> ACCES AUX INFORMATIONS OU SUPPORTS CLASSIFIES	<input type="checkbox"/> DR	<input type="checkbox"/> S	<input type="checkbox"/> TS
MARCHE SENSIBLE	<input checked="" type="checkbox"/> DR		
Spécial France	<input type="checkbox"/>		
Objet du Marché :			
N° de Marché :	Dates des prestations classifiées <ul style="list-style-type: none"> Début prévu : Fin prévue : 		

Partie 2	
ORGANISMES	
AUTORITE CONTRACTANTE (émetteur) CEA	
<u>Unité CEA concernée</u> : CEA/SG/DSI/SA (CEA/Centre/Département/Service)	<u>Représentant du CEA (autorité contractante)</u> : M. le Directeur du Centre Paris-Saclay
<u>Officier de Sécurité concerné</u> : L'Officier de sécurité du site de Fontenay-aux-Roses	<u>Adresse du CEA (autorité contractante)</u> :



PLAN CONTRACTUEL DE SECURITE

☒ Version PROJET ☐ DIFFUSION RESTREINTE

TITULAIRE (mandataire en cas de GME)

Titulaire du Marché : Nom

Représentant du Titulaire :

RCS :

Adresse du Titulaire :

COTRAITANT 1 (en cas de GME)

Cotraitant : Nom

Représentant du cotraitant :

RCS :

Adresse du cotraitant :

PARTIE 3 : le choix du CEA sera confirmé au moment de l'émission de la FCPCS (à l'achèvement des prestations classifiées)

Les informations, supports, documents, matériels seront :

- ☐ Conservés par le Titulaire
- ☐ Détruits par le Titulaire
- ☐ Retournés au CEA
- ☐ Conservés par le CEA (livrables réalisés sur site CEA)

INVENTAIRE des informations, supports, documents et matériels classifiés détenus par le Titulaire

Liste à produire ou à joindre en PJ au présent document

DEMANDE de conserver des informations, supports, documents et matériels classifiés par le Titulaire

Liste à produire ou à joindre en PJ au présent document

CEA	Titulaire
Représentant de l'unité CEA M. xxx <i>(date et signature)</i>	
Officier de sécurité CEA Paris-Saclay Mme Lydie LEYVAL <i>(date et signature)</i>	Officier de sécurité du Titulaire M. xxx <i>(date et signature)</i>
Représentant du CEA M. le Directeur du Centre CEA Paris-Saclay M. Christian BAILLY <i>(date et signature)</i>	Le Titulaire du marché M. xxx <i>(date et signature)</i>
	Le représentant du/des cotraitant(s) M. xxx <i>(date et signature)</i>
	Officier de sécurité du/des cotraitant(s) M. xxx <i>(date et signature)</i>

Destinataires :

- Titulaire (mandataire et cotraitants en cas de GME)
- CEA (autorité Contractante) : signataire du marché/accord-cadre, et acheteur concerné par le marché/accord-cadre
- Officier de Sécurité du Titulaire du marché
- Officier de Sécurité du CEA